

PETER HILL

Directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Peter ?

Peter HILL, directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni

Merci Thierry. Je pense qu'il n'y a aucun doute que notre environnement externe a beaucoup empiré ces dernières années et nous devons réétudier quelques-unes des idées que nous avons sur la direction que l'histoire allait prendre. L'environnement pour l'Europe semble beaucoup moins inoffensif qu'il ne l'était ces 25 dernières années, que ce soit en rapport avec nos voisins ou le système mondial en général. Pour une communauté basée sur le droit, ce qui est le cas de la communauté européenne, et une communauté qui tente de gérer la puissance par la loi et la coopération, je pense que c'est un défi particulier, et de ce fait, pour nous, d'autant plus difficile à gérer.

Sommes-nous menacés ? Eh bien, clairement, nous sommes plus menacés que nous ne l'avons jamais été dans toute l'histoire de l'Union européenne, mais la façon dont on gère les menaces fait partie intégrante de la réalité de ces menaces. Je pense qu'une grande partie de tout cela vient de notre capacité et de notre résilience. Mon opinion, qui n'est peut-être pas partagée par tous, est que, quand vous regardez la succession de crises à laquelle nous avons fait face au cours des sept ou huit dernières années, les institutions et les processus que nous avons ont fait un bon boulot pour mener à bien la fonction fondamentale de l'Union européenne, qui est de gérer les intérêts contraires et les tensions entre états.

Je pense qu'elles ont été relativement couronnées de succès. Les choses auraient pu être bien pires, et même dans la crise des migrants à laquelle nous faisons face à l'heure actuelle et tous les problèmes qu'elle pose, je pense que les institutions et les processus jouent un rôle positif, un rôle de stabilisation. Ce n'est pas toujours l'impression que ça nous fait, mais je pense que dans le fond, c'est ce qui se passe.

Cependant, pour ce qui est de proposer des solutions positives, il est vrai que nous sommes en difficulté et nous verrons dans les mois et années à venir comment nous le gérons. Je pense qu'il est inévitable d'évoluer vers un plus grand degré de coopération et d'intégration dans certains domaines et je suis sûr que nous allons aborder les problèmes britanniques plus tard.

Je pense que pour les Britanniques, il est plus qu'évident à présent, si jamais ça ne l'était pas avant, qu'une Union européenne forte et compétente représente un grand intérêt pour nous, au point que même ceux qui pensent que la Grande-Bretagne serait mieux hors de l'Europe sont persuadés qu'une Union européenne fonctionnelle, efficace et intégrée, que ce soit pour les affaires financières ou économiques, en termes de justice ou d'affaires intérieures, est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne. Je pense qu'à l'issue des développements des dernières années, on peut tirer un élément assez positif : ce sentiment de prendre les choses pour acquises. Je ne pense pas que nous le faisons encore à l'heure actuelle.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Avant que je ne donne la parole à Justin, d'après vous, est-ce que le référendum était une bonne idée ?

Peter HILL, directeur de la Stratégie, ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni

Wow. Merci, Thierry. C'est une bonne question. Je pense qu'il s'est développé dans le système politique britannique un sentiment devenu toxique, cette impression, donnée par les différents gouvernements, qu'ils allaient donner au peuple britannique leur mot à dire sur un aspect de leur appartenance à l'Union européenne, que ce soit pour un traité spécifique ou autre, et je pense que ce gouvernement a senti que cela devenait un véritable obstacle à notre



participation à l'UE et que d'une façon ou d'une autre, cette question devait être réglée. On peut dire ce qu'on veut sur le moment, la nature, etc., mais dire que ce n'était pas devenu un réel problème sous-jacent des luttes politiques, je ne pense pas que ce soit vrai. C'était devenu un problème fondateur du niveau de consentement pour la coopération européenne, qui s'était effritée depuis de nombreuses années et qu'on a à présent l'opportunité de régler.